

## Politique de la rédaction : Le droit à l'information médicale

Dans un éditorial copublié récemment par *PLoS Medicine* et le *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé*, Barbour et ses collaborateurs<sup>1</sup>, employés de la Public Library of Science (PLOS), présentent l'argument valable selon lequel «l'imprimé n'est plus le moyen le plus efficace de diffuser de l'information». Ils soutiennent aussi de façon convaincante que les chercheurs subventionnés par le secteur public ont l'obligation morale de rendre les résultats de leur recherche disponibles gratuitement pour tous. En indiquant, en avril 2006, leur intention d'élaborer des politiques qui appuient la publication à accès gratuit, les Instituts de recherche en santé du Canada<sup>2</sup> ont d'ailleurs invité de nombreux chercheurs en santé à créer un comité consultatif pour étudier des politiques sur les produits physiques de la recherche, les données structurelles et fonctionnelles habituellement déposées dans des banques de données publiques, ainsi que les résultats publiés et critiqués par les pairs. Les National Institutes of Health (NIH) des États-Unis ont mis en œuvre une politique semblable en février 2006 en demandant que lorsque leur manuscrit est accepté pour publication, les chercheurs subventionnés par les NIH en soumettent volontairement une version finale numérique pour affichage sur PubMed Central des NIH<sup>3</sup>.

Le *JAMC* a adopté la politique de l'accès ouvert à son contenu sur Internet il y a presque une décennie et même s'il publie toujours une version sur papier, sa version en ligne est considérée comme la version officielle. Une politique d'accès gratuit au contenu en ligne offre des avantages clairs : elle met l'information à la disposition de tous ceux qui veulent la consulter, sans égard à leur capacité de payer; au besoin, la publication peut être immédiate plutôt que retardée par la file d'attente chez l'imprimeur; rien n'en limite la longueur; l'information est facile d'accès. Cette politique remet néanmoins en question le modèle financier traditionnel de financement des revues par la publicité et les abonnements.

Les revues en ligne gratuites ont proliféré au cours des dix dernières années. BioMed Central ([www.biomedcentral.com](http://www.biomedcentral.com)) en contient maintenant plus de 150 et la nouvelle PLoS ([www.plosjournals.org/perlserv/?request=index-html](http://www.plosjournals.org/perlserv/?request=index-html)) compte six revues critiquées par les pairs. La plupart des revues gratuites ont un modèle de financement qui diffère de celui des revues imprimées classiques. Au lieu de supporter le coût de rédaction et de production par les abonnements et la publicité, les auteurs, leur établissement ou même leur pays, État ou province doivent en couvrir le coût par des frais de publication ou autrement. BioMed Central et PLoS renoncent aux

frais de publication dans le cas des auteurs incapables de payer (sans mettre en danger la publication du manuscrit).

Ce qui est étonnant, c'est que peu des principales revues médicales internationales critiquées par les pairs (si l'on en mesure l'importance par le facteur d'impact) ont suivi l'exemple du *JAMC*. Le *BMJ* offre un accès gratuit à sa recherche originale, mais le *JAMA*, le *New England Journal of Medicine* et les *Annals of Internal Medicine* ont cédé à des pressions directes et offrent maintenant un accès gratuit six mois seulement après la publication de la version papier. *The Lancet* n'offre toujours pas d'accès gratuit. Même si la plupart des éditeurs commerciaux suivent en grande partie ce modèle de financement classique, quelques-uns commencent timidement à appliquer le modèle des frais de publication et de l'accès gratuit.

Les revues imprimées finiront-elles par disparaître? Probablement pas, puisque nous aimons tous feuilleter à loisir nos revues médicales favorites. Il est toutefois clair que les médecins occupés qui cherchent de l'information fiable sur un sujet précis compteront de plus en plus sur Internet. Les éditeurs et les rédacteurs de revues devront explorer des modèles financiers pour garantir la viabilité des revues en formats électronique et imprimé, mais nous soutenons fermement que l'information médicale découlant de recherches financées par le secteur public et d'études mettant à contribution des sujets volontaires dans le contexte d'essais cliniques appuyés par les sociétés pharmaceutiques doivent être disponibles gratuitement. La raison d'être fondamentale de la recherche médicale est de fournir à la profession et à la population de l'information viable et utile sur la santé. Il est inacceptable de rançonner cette information.

**Bruce Squires**  
Rédacteur émérite  
*JAMC*  
Ottawa (Ont.)

Cet article a fait l'objet d'un examen par les pairs.

### RÉFÉRENCES

1. Barbour V, Chincock P, Cohen B, et al. The impact of open access upon public health. *Bull OMS* 2006;84:337-424. Disponible : [www.who.int/bulletin/volumes/84/5/200606.html/en](http://www.who.int/bulletin/volumes/84/5/200606.html/en) (consulté le 13 juillet 2006).
2. Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). Politique des IRSC en cours d'élaboration – Accès aux produits de la recherche. Ottawa : IRSC; 3 avril 2006. Disponible : [www.cihr-irsc.gc.ca/fi/30818.html](http://www.cihr-irsc.gc.ca/fi/30818.html) (consulté le 13 juillet 2006).
3. NIH calls on scientists to speed public release of research publications [communiqué]. Bethesda (MD) : National Institutes of Health; 3 février 2006. Disponible : [www.nih.gov/news/pr/feb2005/od-03.htm](http://www.nih.gov/news/pr/feb2005/od-03.htm) (consulté le 18 juillet 2006).